



OUVREZ LES FRONTIÈRES !

bulletin Reydel du NPA - septembre 2015

Des milliers de réfugiés viennent depuis des mois se cogner aux portes de l'Europe, avec les drames que l'on connaît : naufrages en Méditerranée, morts dans des camions frigorifiques, le petit Aylan de 3 ans, dont le corps a été rejeté par la mer et dont la photo a ému des millions de personnes à travers le monde. Mais au delà de l'émotion légitime suscitée par ces 3000 morts rien que depuis le début de l'année, se pose la question : comment en est on arrivé là ? Qui sont les responsables ? Que peut-on faire ?

Le bal des hypocrites

Dans sa dernière conférence de presse, Hollande a fait semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'il porte, tout comme les autres dirigeants européens, une lourde responsabilité dans leur dramatique situation. Car ce sont les capitalistes de nos pays, comme Areva ou Total pour ne citer qu'eux, qui pillent depuis des décennies les matières premières des pays d'où arrivent les migrants. Ce sont les Dassault qui vendent des armes aux pires dictateurs, c'est un requin comme Bolloré qui a la mainmise sur toute une partie de l'économie africaine, et ce sont nos armées qui interviennent militairement lorsque la situation paraît menaçante pour les intérêts des capitalistes. C'est ainsi que l'armée française est en guerre au Mali, en Irak, en République centrafricaine, et il est même annoncé qu'elle bombardera la Syrie ! A force de mener des guerres, de tuer des populations civiles, de détruire l'économie de ces pays, nos gouvernements attisent le feu. Et l'annonce de Hollande de faire effectuer des missions de surveillance en Syrie pour lutter contre Daesh, prétendument pour aider les migrants, est une vaste mascarade.

Seule réponse des gouvernements : la répression

Et lorsque des migrants, n'en pouvant plus de cette situation, fuient leur pays, quelle est la réponse de nos dirigeants ? Fermer les frontières, ériger des barbelés, augmenter la répression. Le gouvernement français s'illustre particulièrement en la matière, avec Valls qui fait mener une vie d'enfer aux migrants à Calais, et fait interpellé de façon tout à fait illégale des migrants en provenance de Vintimille en Italie. Quelle honte ! Mais rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère de leurs pays, aucun barbelé, aucun mur.

Il n'y a d'ailleurs que pour les migrants que les barbelés existent, il n'y en a pas pour l'évasion fiscale, pour les capitaux, qui vont partout dans le monde comme bon leur semble, pour saigner les peuples.

Bien sûr que la France et l'Europe peuvent accueillir des migrants !

La Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent plus de 3 millions de réfugiés, et l'Europe ne pourrait pas ? On avance le chiffre de 1 million de réfugiés pour 510 millions d'Européens. Cela veut dire accueillir une personne pour 500 habitants, et on ne pourrait pas ? Allons donc ! Les dirigeants politiques jouent sur les peurs des populations dans cette période de crise. Mais c'est un leurre. En 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, la France a accueilli, seule, sans problèmes, un million de rapatriés. Et alors ? Aucune catastrophe à la clé. Et là, la France serait prête à accueillir 24 000 personnes sur deux ans, contre 800 000 pour l'Allemagne sur l'année !

Il ne faut pas les laisser nous diviser. Car ces migrants ne menacent aucunement nos emplois ni nos conditions de vie. Ce n'est pas à cause d'eux qu'il y a des licenciements, des fermetures d'usines, le gel des salaires, la remise en cause du code du travail, mais à cause de l'avidité des grands patrons qui en veulent toujours plus, et du gouvernement à leur service qui leur sert la soupe.

Une mobilisation qui commence et qui doit s'amplifier

Ce week-end, des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays, comme Paris, avec 8500 personnes selon les chiffres de la police, mais aussi Marseille, Rouen, Nantes, Vannes, Arles, Toulouse, Strasbourg, Orléans, ou Bordeaux par exemple. Et le slogan repris partout doit devenir réalité : ouvrez les frontières ! Régularisation de tous les sans papiers !

Droit du travail sous les bombes

C'est parti pour une énième réforme du code du travail : le gouvernement a annoncé la couleur dès la rentrée, après une campagne menée par le Medef et le PS main dans la main pendant tout l'été. Dans un rapport bourré de mensonges, l'ancien directeur du Travail Jean-Denis Combexelle a fixé l'agenda : tout doit disparaître d'ici quatre ans ! Au bout du compte, les quelques garde-fous qui protègent un peu les travailleurs tels que le salaire minimum et la durée légale du travail doivent avoir été « déverrouillés ». Le rapport préconise de faire avaler la couleuvre par étapes. Manuel Valls a ainsi annoncé une série de mesures « d'ici l'été prochain » : on parle pour l'instant de licenciement automatique, au rabais des salariés qui refuseront une modification de leur poste ainsi que de nouvelles dérogations à la baisse via les soi-disant « accords d'entreprise », qui seront « renforcés ». Faisons en sorte que notre riposte n'attende pas la suite du programme de ce gouvernement aux ordres du patronat !

Smart Hambach : travailler plus pour gagner moins

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du travail, les salariés de l'usine automobile Smart en Moselle ont été « consultés » pour savoir s'ils étaient d'accord pour travailler 39 heures, payées 37. C'était ça ou les licenciements : le chantage patronal n'a été accepté que par 39 % des ouvriers sur 367 mais par 74 % des 385 cadres. Bien sûr les médias ne retiennent que le total de 56,1 % sur l'ensemble. Les sacrifices d'aujourd'hui n'ont jamais garanti les emplois de demain. Ce qui reste à l'ordre du jour c'est au contraire la réduction du temps de travail, pour donner du travail à toutes et tous.

Avec les salariés d'Ogura à Onnaing contre les licenciements

Victimes d'un nouveau plan social alors que la maison-mère de leur entreprise se porte très bien, les salariés d'Ogura, à Onnaing, ont repris le chemin de la lutte. Dix mois après un premier « plan de sauvegarde » qui avait mené au départ de 20 salariés, ce qui représentait déjà 60 % de l'effectif, un nouveau plan a été lancé en juillet, sans doute pour préparer le terrain à la fermeture du site. Une première journée de mobilisation eu lieu jeudi 10 septembre à l'initiative de Sud Industrie. Le NPA était présent aux côtés des grévistes, auxquels une délégation CGT de PSA Valenciennes et Toyota Onnaing a également apporté son soutien.

Le chiffre : 13,7 millions

C'est la somme que va encaisser Michel Combes, l'expatrou d'Alcatel-Lucent, à l'occasion de son départ après deux ans de présence et la suppression de 10 000 postes...

Abstention record à l'élection législative en Grèce

Ce dimanche 20 septembre, la population était à nouveau appelée aux urnes. Syriza, le parti d'Alexis Tsipras a remporté ces élections avec 32 % des voix. Mais alors qu'en janvier dernier, sa victoire avait incarné l'espoir des classes populaires et les craintes des « marchés financiers », c'est presque le contraire qui s'est produit cette fois.

Avec plus de 40 % d'abstention, c'est près d'un grec sur deux qui n'est pas allé voter ce dimanche. Une désaffection qui montre un certain rejet de cette mascarade électorale où tous les grands partis proposaient la même chose. C'est aussi un désaveu important du gouvernement Syriza qui a totalement renié ses engagements contre l'austérité pour mettre en place le pire plan d'austérité contre la population. La TVA passe de 13 à 23 %, les privatisations sont multipliées, l'âge de départ en retraite élevé à 67 ans, etc. En voulant négocier avec les capitalistes et les classes dirigeantes européennes, la stratégie de Syriza a totalement échoué. Il ne peut pas y avoir de solutions pour en finir avec l'austérité et améliorer le sort des travailleurs sans remettre en cause le pouvoir des capitalistes. Pour cela, il n'y a que la force de la mobilisation des travailleurs, avec ses grèves et ses manifestations, qui peut permettre de refuser de payer la dette, de prendre sur les profits pour augmenter les salaires ou encore de stopper les licenciements.

Après cette séquence électorale, il faut espérer que les jeunes et les travailleurs se tournent vers la mobilisation sociale pour stopper les mesures que le gouvernement Syriza prendra contre la population.

Réfugiés : accueillir, pas bombarder !

Démanteler les campements de migrants et ajouter des bombes aux massacres en Syrie : voilà la contribution de l'État français à la « crise » des réfugiés. Et Manuel Valls n'hésite pas à dire qu'il pourrait fermer les frontières, comme l'ont déjà fait d'autres pays européens. Le drame migratoire est pourtant la conséquence des guerres que les grandes puissances capitalistes ont menées pour soumettre les peuples. En jouant sur les peurs en France et en Europe, leurs représentants espèrent mieux nous diviser et renforcer leur contrôle. Face aux politiques impérialistes à l'étranger et répressives à l'intérieur, notre solidarité avec les migrants doit combattre les gouvernements responsables pour exiger l'ouverture des frontières, la libre circulation des personnes et la réquisition de logements pour les sans-abri et les mal-logés.

Si ce bulletin te plaît, n'hésites pas à nous contacter pour en discuter ou bien à le diffuser autour de toi aux collègues !

npa-auto-critique.org

npa.lille@gmail.com